

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Procédure formalisée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-2
du Code de la Commande Publique



MARCHE N° 2025-08

Marché de séances de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire individuel auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle.

2 lots

Cahier des Clauses Techniques Particulières

L'Acheteur

CPAM LILLE DOUAI

2 rue d'Iena

59000 LILLE

SOMMAIRE

1.	L'objet du marché	3
2.	Définition des prestations	3
2.1	Séance de sensibilisation l'hygiène bucco-dentaire	3
2.2	Séances de sensibilisation accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire individuel.....	4
2.3	Fourniture du matériel et coût de l'opération par enfant.....	5
2.4	Indemnisation des frais de déplacement.....	6
3.	Modalités d'exécution des prestations	7
3.1	Planification des interventions et lieu d'exécution	7
3.2	Evaluation du besoin en prestations de sensibilisation et de dépistage.....	7
3.3	Qualification des intervenants.....	7
4.	Engagement du Titulaire.....	8
5.	Dispositions particulières	8

1. L'objet du marché

L'assurance Maladie a fait de la prévention bucco-dentaire, un des axes majeurs de ses actions en matière de santé publique depuis de nombreuses années.

Le programme « M'T Dents » est, depuis 2007, l'un des programmes phares de la politique de prévention menée par la CNAM.

L'objet du marché est la mission de sensibilisation, d'information collective de santé bucco-dentaire auprès des enfants scolarisés en classe de grandes sections de maternelle, ainsi que l'action de dépistage individuel en milieu scolaire, complétant les séances de sensibilisation collective. Le volet dépistage sur place ne peut être effectué que par un chirurgien-dentiste.

2. Définition des prestations

La prestation confiée au titulaire consiste auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle, de séances de :

- Lot 1 : Sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire
- Lot 2 : Sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire accompagnée d'un dépistage bucco-dentaire individuel.

La CPAM de Lille Douai est principalement axée sur la deuxième prestation.

Les interventions doivent avoir lieu, dans la mesure du possible, au cours du 1^{er} semestre de chaque année scolaire et au plus tard pour le 31 mars N+1, de façon à permettre aux enfants de réaliser leur examen bucco-dentaire et soins de suite éventuels avant les vacances scolaires d'été.

A partir des critères fournis par le service prévention de l'acheteur, Le Titulaire du marché transmettra, par mail, la liste des écoles sélectionnées pour la prestation à la CPAM de Lille. Celle-ci validera la sélection des écoles.

2.1 Lot 1 : Séance de sensibilisation l'hygiène bucco-dentaire

Cette phase de sensibilisation à la prévention dentaire doit :

- Prévoir une séance préparatoire avec les enseignants, les directeurs d'établissements et la médecine scolaire. Les sujets évoqués lors de cette séance sont le calendrier des interventions et de suivi permettant à l'ensemble des actions (sensibilisation, réalisation de l'EBD et des soins consécutifs nécessaires) de s'inscrire dans l'année scolaire, définition des modalités d'information des parents, choix des méthodes de relances les plus appropriées aux familles concernées, modalités d'utilisation du kit d'animation et du quiz, de façon à les associer à cette phase de sensibilisation à la prévention dentaire et leur permettre de relayer ensuite ces messages dans la durée.

La médecine scolaire (infirmières scolaires notamment) constitue un lien privilégié avec les parents pour les relances éventuelles des enfants n'ayant pas effectué leur Examen Bucco-Dentaire ou leurs soins consécutifs.

- Animation ludique d'une heure environ, visant à apporter, dans un langage adapté au niveau scolaire des enfants, des connaissances sur la santé bucco-dentaire et ainsi pouvoir améliorer les comportements d'hygiène bucco-dentaire.
- Compte-tenu de la durée limitée des animations en classe, certains messages doivent être privilégiés sur :
 - La nécessité d'un contrôle annuel de l'enfant chez un chirurgien-dentiste et les explications sur l'Examen Bucco-Dentaire,

- L'importance de l'hygiène bucco-dentaire (gestuelle du brossage, plaque dentaire, dentifrice fluoré),
- L'impact de l'alimentation sur la santé bucco-dentaire (réduction du grignotage, limitation de la consommation de sucres...).
- L'apparition des dents définitives de 6 ans.

Pour la mise en œuvre de cette phase il faut prévoir :

- Des outils spécifiques fournis par la CNAM et mis à disposition par le service prévention de la CPAM de Lille - Douai en septembre de l'année N, tel que les supports pédagogiques et les formulaires de demande d'autorisation des parents.
- Impressions et envois des documents familles (courriers et fiches de renseignements, autorisation de dépistages) aux écoles pour transmission aux parents.
- Saisie des fiches de renseignements et autorisation parentales en retour permettant d'assurer le suivi des familles et l'extraction statistique en vue des bilans à produire.

Pour assurer le bon déroulement des séances, le Titulaire créera une liste nominative, permettant d'identifier chaque enfant par école et par classe.

La liste des chirurgiens-dentistes de proximité est incluse dans la pochette accompagnant les courriers à remettre à chaque enfant en septembre de l'année N.

2.2 Lot 2 : Séances de sensibilisation accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire individuel.

Le lot 2 comporte une séance de sensibilisation bucco-dentaire tel que décrite dans le lot 1.

Chaque séance d'animation de sensibilisation doit être suivie d'un dépistage bucco-dentaire individuel en milieu scolaire qui est organisée par le Titulaire.

A noter : Les enfants relevant de l'AME ou du statut migrant de passage ne sont pas éligibles à l'examen bucco-dentaire.

Ce dépistage doit :

- être effectué par un chirurgien-dentiste (libéral, salarié, étudiant en chirurgie-dentaire...),
- être réalisé dans des conditions d'hygiène appropriées. Le prestataire s'engage notamment à respecter les règles d'hygiène et de sécurité suivantes :
 - Avant le dépistage : nettoyage du fauteuil
 - Lors de l'examen de dépistage : port de la blouse et du masque, utilisation impérative de gants d'examen pour chaque enfant (changement à chaque examen), changement des instruments, sets de dépistage (sondes, miroirs) en présence de l'enfant, collecteurs de déchets.
- dans un local mis à disposition afin d'assurer la confidentialité,
- avoir recueilli l'autorisation des parents pour le dépistage individuel de leur enfant et le suivi personnalisé éventuel,
- assurer la transmission des résultats du dépistage de chaque enfant **sous pli confidentiel** à l'enseignant avec les documents institutionnels de la campagne M'T dents pour qu'ils les transmettent aux parents. Un kit bucco-dentaire est remis par le chirurgien-dentiste à tous les enfants (présents et absents).
- Il est précisé que tous les enfants participent à la séance complète : les enfants pour lesquels il n'y a pas d'autorisations parentales viennent quand même dans le local mis à disposition pour assurer la confidentialité avec leurs camarades, mais n'ont pas de dépistage. Ils reçoivent le kit bucco-dentaire offert par le chirurgien-dentiste (comme les absents par l'intermédiaire de l'enseignant).

- Assurer la transmission, par le chirurgien-dentiste dépisteur, **sous pli confidentiel** des fiches de recueil de tous les enfants dépistés au service prévention de la CPAM de Lille - Douai **accompagnées** de toutes les autorisations parentales et de la fiche d'information par classe (fournis par la CPAM),

Le dépistage bucco-dentaire et l'entretien motivationnel aux changements des habitudes de vie auprès des enfants sont réalisés face à face avec le chirurgien-dentiste.

Les enfants sans besoin de soins lors du dépistage : ne nécessitent aucun accompagnement ni procédure de relance. Il convient cependant, de rappeler que ce dépistage sur place ne se substitue pas à un contrôle annuel chez le chirurgien-dentiste et de la possibilité pour l'enfant de bénéficier du rendez-vous « M'T dents tous les ans ! ».

Les enfants avec besoin de soins lors du dépistage : Le Titulaire contacte par téléphone l'ensemble des familles des enfants affiliés au régime général (ou autres régimes) ayant besoins de soins dentaires (sauf celles exprimant un refus de suivi) les invitant à se rendre chez un chirurgien-dentiste.

Pour les cas urgents, les familles sont contactées dans les 48 heures après les dépistages pour les inciter à consulter rapidement.

Le suivi des familles sera réalisé en plusieurs étapes par le Titulaire :

J+15 : Envoi d'un premier sms aux familles des enfants repérés avec besoin de soins pour savoir si les familles ont déjà pris rendez-vous chez leur chirurgien-dentiste et si elles rencontrent des difficultés.

J+30 : contact sms des familles dont les enfants étaient absents le jour de notre passage à l'école pour les informer du dispositif M'T dents et les inciter à réaliser un examen bucco-dentaire chez leur chirurgien-dentiste.

J+60 : Premier relance téléphonique auprès des familles dont on n'a pas de retour suite à notre envoi de sms, pour savoir où elles en sont dans les démarches ou si elles rencontrent des difficultés d'accès aux soins.

Entre J+90 et J+120 : La deuxième relance téléphonique se déroulera à l'issue du premier requêtage transmis par la CPAM afin de cibler les familles n'ayant pas encore recouru aux soins malgré les relances entre J+90 et J+120 après la date d'animation.

2.3 Lot 1 et 2 Fourniture du matériel et coût de l'opération par enfant

Pour les lots 1 et 2, les brosses à dents doivent être sans perturbateur endocrinien (action national « zéro phtalate ») et comporter le logo « M'T Dents tous les ans ! », signature de la campagne nationale de communication bucco-dentaire.

L'achat des brosses à dents doit se faire, après mise en concurrence des fournisseurs : le choix final doit s'effectuer en prenant en compte le meilleur rapport qualité/prix avec présentation des justificatifs et garantie par le fournisseur de la qualité du produit. Les justificatifs pourront être demandé par la CPAM de Lille - Douai.

Le soumissionnaire fournira la fiche technique de la brosse à dents.

Lors de la remise auprès des enfants, elles doivent être accompagnées d'une explication orale sur leurs utilisations.

Concernant le lot 2, le Titulaire a à sa charge, la fourniture des kits bucco-dentaire, des sondes, des miroirs dentaires stériles et des gants. Pour des raisons d'hygiène, l'utilisation de ces matériels est à usage unique.

A noter que le coût de l'opération est fixé par l'Assurance Maladie et qu'il n'est pas possible de proposer un prix supérieur, conformément aux cahiers des charges de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie.

Le coût de l'opération **par enfant** (séance de sensibilisation collective, supports pédagogiques, fourniture du kit bucco-dentaire avec marquage) ne doit, en aucun cas, dépasser **14 € TTC** toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus.

Le coût de l'opération **par enfant** (séance de sensibilisation collective, supports pédagogiques, fourniture du kit bucco-dentaire avec le marquage, dépistage bucco-dentaire suivi de « l'entretien motivationnel ») ne doit, en aucun cas, dépasser **25 € TTC** toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus.

2.4 Lot 1 et 2 Indemnisation des frais de déplacement

Il est désormais possible pour les intervenants amenés à se déplacer dans des écoles pour réaliser des actions de sensibilisation et le cas échéant de dépistage bucco-dentaire en classe de grandes sections de maternelle de demander l'indemnisation de leurs frais de déplacement (en sus des rémunérations forfaitaires versées au titre de l'intervention) sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

1/ L'établissement scolaire où sont réalisées les actions se situe en zones très sous dotées (au sens du zonage ARS utilisé pour les versements des aides conventionnelles aux chirurgiens-dentistes - voir le lien vers carto santé pour une vue affinée par territoires : [https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z_dent&view=map12 ...](https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z_dent&view=map12...))

2/ L'indemnisation des frais de déplacement est réalisée :

- Pour un véhicule : sur la base du tarif kilométrique en vigueur : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045160753>) multiplié par la distance (nb de km) parcourue entre le domicile de l'intervenant et l'école. A noter, l'indemnisation des frais de déplacement est limitée à 200 kms maximum aller/retour via le Michelin (<https://www.viamichelin.fr/>)
- Pour les transports en commun (train, bus, métro, RER, tramway, autocar) sur présentation d'un justificatif de trajet (pour le train, indemnisation du billet sur la base d'un billet seconde classe ; pour les autres transports en commun sur présentation du ticket/billet).

3/ L'intervenant doit être un chirurgien-dentiste pour les séances de sensibilisation et dépistage. Pour les séances de sensibilisation seules, l'intervenant peut être d'une autre qualification professionnelle.

4/ L'intervenant doit justifier de ses frais de déplacement : auprès du titulaire en transmettant le formulaire dédié fourni par la CPAM de Lille – Douai à la fin des interventions.

Procédure à suivre :

1/ A la fin de chaque intervention (les interventions en milieu scolaire se dérouleront majoritairement comme demandé de septembre à décembre mais peuvent, pour certaines, aller exceptionnellement jusqu'en mars de l'année N+1), l'intervenant communiquera au promoteur le formulaire dédié.

2/ En mai de l'année N+1, le titulaire effectue la demande à la caisse de rattachement d'une dotation globale au titre de l'indemnisation des frais de déplacement pour l'ensemble de ses intervenants en communiquant à celle-ci le montant global demandé accompagné d'un fichier justifiant des déplacements.

3/fin mai/mi juin de l'année N+1, après vérification de la réalité des interventions et de la cohérence du nombre de kilomètres indiqué par l'intervenant dans le formulaire d'indemnisation via le michelin (<https://www.viamichelin.fr/>) et au regard des autres informations relayées, chaque caisse communique à la Cnam le montant de la dotation demandée au titre de l'indemnisation des frais de déplacement (celle demandée par le promoteur et/ou celle demandée par les intervenants ayant contractualisé avec la caisse) – voir LR DDGOS 49-2023.

4/fin juin/juillet de l'année N+1, la CNAM procède aux versements des dotations aux caisses pour l'indemnisation des frais de déplacement.

5/ en septembre/octobre de l'année N+1, la caisse indemnise les intervenants et/ou transmet les dotations afférentes au promoteur ayant contractualisé avec la caisse pour qu'ils puissent indemniser ses intervenants.

3. Modalités d'exécution des prestations

3.1 Planification des interventions et lieu d'exécution

Les critères de sélection des écoles ciblées sont transmis au Titulaire après notification du marché par mail en septembre de l'année N.

La liste des écoles sélectionnées sera actualisée à chaque rentrée scolaire pendant toute la durée du marché : un bon de commande sera envoyé au titulaire par la CPAM de Lille - Douai en mai de chaque année afin de déterminer le budget et le nombre d'enfants à sensibiliser et à dépister.

Le titulaire se charge de l'ensemble des préparatifs de la campagne. Envoi des mails d'information aux écoles et aux inspections. Recensement des effectifs et des informations concernant l'école (horaires / adresses / accès). Impressions et envois des documents familles aux écoles pour transmission aux parents (courriers et fiche de renseignements – autorisation de dépistages). Saisie des fiches de renseignements et autorisation parentales en retour permettant d'assurer le suivi des familles et l'extraction statistique en vue des bilans à produire.

Le Titulaire informe par mail le service Prévention de la CPAM de Lille - Douai, des dates d'intervention, en envoyant le planning à la fin de chaque mois jusqu'à la fin des planifications.

Ces interventions sont effectuées avant le 31 mars de l'année N+1 pour l'ensemble des prestations.

En cas de refus de certains établissements scolaires, le Titulaire doit obligatoirement avertir la CPAM de Lille - Douai.

3.2 Evaluation du besoin en prestations de sensibilisation et de dépistage

A titre indicatif, le nombre d'enfants de Grande Section de Maternelle bénéficiant des animations et des dépistages : **3750** enfants **278** classes et **121** écoles

Cette indication n'a aucune valeur contractuelle et n'engage pas la CPAM de Lille – Douai sur un minima.

Le montant maximum du marché ne pourra pas dépasser 400 000.00 € sur 4 ans.

En cas de dépassement du montant du marché, un nouveau marché sera relancé.

Par rapport à la liste validée et communiquée par le service prévention de la CPAM de Lille – Douai le quota du nombre de classe à sensibiliser doit être de 97 %.

Le nombre d'enfants est donné à titre indicatif et sera déterminé pour chaque année scolaire selon la sélection des écoles.

Si le Titulaire ne respecte pas le nombre de classe à sensibiliser et à dépister, il peut encourir à l'application de pénalités prévues à l'article 14 du CCAP.

3.3 Qualification des intervenants

La CPAM de Lille – Douai impose que les intervenants soient :

- Pour les séances de dépistage : un chirurgien-dentiste ou un étudiant en chirurgie dentaire,
- Pour les séances de sensibilisation : un chirurgien-dentiste, un étudiant en chirurgie dentaire, une assistante dentaire, une assistante éducatrice ou un animateur santé.

Le Titulaire transmet lors de la remise de son offre, dans le mémoire technique, les diplômes « d'état de docteur en chirurgie dentaire »

4. Engagement du Titulaire

Le Titulaire s'engage à fournir à la CPAM de Lille Douai des éléments relatifs aux conditions de réalisation des actions :

- Du déploiement de l'action
 - Dans le cadre du suivi des actions, le titulaire s'engage à transmettre : les plannings prévisionnels et les dates réelles des interventions à chaque fin de mois jusqu'à la fin de la programmation des interventions
 - Un bilan concernant les animations (nombre d'établissements et de classes visitées nombre d'enfants impactés, nombre de kit distribués, connaissances et ressenti après l'animation)
 - Un bilan des dépistages (nombre d'établissements et de classes visitées, nombre d'enfants dépistés, nombre de refus parental, le lieu et les conditions de réalisation, nombre de fiches d'autorisation non remplies, nombre d'enfants nécessitant des soins dentaires, hygiène bucco-dentaire...)
 - Bilan de suivi réalisé par les enfants ayant besoins de soins, nombre de familles suivis, nombre d'appels, nombre de sms envoyés, nombre de familles non contactées et motif, le nombre de saisine MAS (mission d'accompagnement santé) réalisées.
- Du coût de la mise en œuvre de l'action
 - Montant des dépenses de mise en œuvre de l'action, (montant détaillé par poste de dépenses : actions d'informations / dépenses de personnel / kits de brossage),
 - Nombre et nature des actions relais mises en place par les personnels de l'éducation nationale,
 - Moyens humains utilisés : par catégorie professionnelle, nombre de personnes, qualification, montant de rémunération de la vacation.
- Observations/Préconisations
 - Les freins,
 - Les leviers.

Les données doivent être organisées par école et par classe dans le système d'information du Titulaire qui devra prévoir également les coûts détaillés de l'action afin de pouvoir les fournir sur demande dans le cadre de l'évaluation.

A l'issue de l'année scolaire, le Titulaire fournit :

- Un rapport d'activité (points forts, difficultés rencontrées, solutions mises en œuvre pour les résoudre, écarts constatés par rapport aux objectifs, correctifs apportés...).
- Un bilan d'activité par action qui précise les villes, les écoles, les classes visitées ainsi que les méthodes et supports utilisés,
- Un planning détaillé des actions mises en œuvre sur l'année scolaire.

Le Titulaire explique les écarts et présente les correctifs apportés par rapport au planning prévisionnel.

5. Dispositions particulières

Tous travaux ou publications relatifs à l'objet du présent marché devront obligatoirement faire référence au soutien de l'Assurance Maladie et faire figurer son logo, le cas échéant.

L'autorisation préalable de la CPAM est requise pour l'utilisation du logo.

Le bénéficiaire tiendra informer la CPAM, en fin d'action, des manifestations, publications ou produits réalisés dans ce cadre.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à une tenue à jour des cotisations de sécurité sociale dont il serait redevable et à produire à la CPAM une attestation de l'URSSAF établie au cours de l'exercice considéré.